

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 4 au 17 mars 2019 > n° 34 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

Plus grande mosquée de France, nouveau consulat, rivalités politiques...

À l'heure turque



Stammtisch citoyen à Schilick

Au nom de la démocratie participative, la mairie de Schiltigheim sollicite l'avis de ses 32 000 habitants. Une centaine de personnes répondent présents.



Jérôme Flury / Cueil

On saute sur les habitants qui arrivent et pouf, ils doivent avoir des idées ! », s'amuse un citoyen référent. Ce samedi 9 février, Schiltigheim expérimente un premier Forum des idées. Entre 14h et 17h, des dizaines de personnes s'informent sur le « budget participatif » que la mairie souhaite consacrer aux projets des habitants. Un des musiciens qui animent l'après-midi s'exclame : « Ce morceau s'appelle Je veux tout, c'est dans le thème ! » Une fontaine, une cabane à livres, une toiture végétale... Plus de 120 idées sont récoltées au cours de l'après-midi.

Faire baisser le taux d'abstention

Ce budget est, avec les réunions « grands projets » et celles dites de proximité, une des trois mesures de démocratie participative mises en place par la mairie nouvellement élue. À sa tête, Danielle Dambach (EELV) estime qu'il est essentiel d'impliquer davantage les citoyens : « L'idée, c'est aussi de former les habitants. On n'est plus dans la consommation politique pure et dure ». Pour Aurélie Lescoute,

■ **Albert Schwing est l'un des 25 habitants "ressource". Il a contribué à l'installation d'un compost dans son quartier du Marais**

36 %

Le taux de participation aux élections municipales anticipées de 2018

8 mars

C'est la date limite de dépôt des projets citoyens pour le budget participatif

non encartée, déléguée municipale à la démocratie participative, c'est le moment « d'amorcer un changement. Je pense que les gens ont envie qu'on les entende ».

La nouvelle équipe municipale est issue des élections anticipées d'avril 2018 après la démission d'une partie des adjoints de l'équipe du précédent maire Jean-Marie Kutner (ex-UDI). Danielle Dambach a été élue avec le soutien de la candidate PS Nathalie Jampoc, très impliquée dans une démarche de participation citoyenne. La démocratie participative est vue comme une politique qui vise à faire baisser le taux d'abstention. Aux municipales de 2018, ce dernier était de 64 % contre 48 % en 2014.

Une première mesure a porté sur l'adoption d'un budget participatif de 30 000 euros (sur un montant prévisionnel de 17,6 millions de dépenses d'investissement prévu pour 2019), pour des projets qui doivent concerner un investissement améliorant le cadre de vie, du mobilier urbain, des réalisations paysagères, des aires de jeux... L'aménagement est en effet une question clé à Schiltigheim où

les élections se sont jouées autour de la politique d'urbanisation de l'ancien maire Jean-Marie Kutner.

Ce dernier ne manque pas, par ailleurs, de rappeler qu'il a été « le premier à avoir créé un poste de délégué municipal à la démocratie participative en 2014 ». D'autre part, des conseils de quartiers, établis par la loi de février 2002, existaient déjà aux Écrivains et au Marais depuis 2014.

Décisions le 15 juin

Depuis novembre, cinq réunions concernant le budget participatif ont eu lieu. « Ça permet de créer une dynamique. C'est super de rencontrer d'autres habitants ! », s'enthousiasme l'ingénieure Sophie Mosser. Elle ajoute : « On a pas mal de champ libre, une fois que le budget a été défini, nous avons aussi réfléchi sur la méthode à adopter. » Comme 24 autres personnes, elle fait partie des habitants "ressource" qui informent bénévolement leurs voisins de l'organisation et des décisions prises.

Les Schilikois ont jusqu'au 8 mars pour proposer leurs idées. La mairie étudiera ensuite leur faisabilité, puis le processus de décision aboutira le 15 juin. Ce jour-là, chaque habitant choisira ses trois projets favoris, et pourra ensuite voter la part de budget qui sera allouée à chacun. Pour le succès d'un projet de démocratie participative, « il est nécessaire que la participation ait un véritable impact sur la prise de décision », souligne Philippe Breton, chercheur au CNRS et membre de l'Observatoire de la vie politique en Alsace.

En attendant, dans cette cité de 32 000 âmes, les réunions attirent une centaine de personnes au maximum. « Il faut les impliquer » estime Jean-Claude Helminger, retraité et habitant "ressource", convaincu que la démarche peut réussir : « Il faut ouvrir la discussion aux gens, il faut les conseiller mais on ne va pas choisir à leur place. »

**Jérôme Flury
Claudia Lacave**

Hautepierre a mal aux dents

Dans ce quartier défavorisé, les enfants sont particulièrement touchés par les problèmes de santé bucco-dentaire. Le Dentibus tente de corriger ce fléau.

Dans la cour de l'école primaire Karine, à Hautepierre, trône un minibus aux parois immaculées et décorées d'animaux rigolos. À l'intérieur, la petite Medina, 6 ans, est installée sur un fauteuil orange, la bouche grande ouverte et des lunettes de soleil sur le nez pour ne pas être éblouie par le projecteur. Alors que ses camarades sont en classe, la jeune écolière de CP passe entre les mains de Dominique Pflieger, la dentiste attirée du cabinet roulant Dentibus, pour sa consultation annuelle.

Depuis le 25 janvier 2019, un véhicule flambant neuf remplace celui acheté il y a tout juste vingt ans par la Ville de Strasbourg. Tout au long de l'année scolaire, ce cabinet mobile circule entre les immeubles du quartier pour se garer dans les enceintes de ses 12 écoles maternelles et élémentaires. Objectif : soigner les dents des enfants.

Les dents, reflet des inégalités

Hautepierre compte une forte population immigrée et de nombreux travailleurs précaires. « Les dents sont un marqueur des inégalités sociales », constate Dominique Pflieger en enfantant ses gants chirurgicaux. Elle intervient dans le secteur depuis plus de trente ans et connaît bien les habitants : « J'ai réussi à tisser un lien de confiance avec les familles. » Ici, plus de 35 % des enfants souffrent de caries non soignées, contre moins de 15 % dans l'hypercentre⁽¹⁾. « J'avais une professeure de pédodontie qui parlait de quart-monde alsacien pour qualifier les quartiers comme Hautepierre », se souvient la sexagénaire.

Ces inégalités, Dominique Pflieger les observe au quotidien et pointe plusieurs facteurs. Elle évoque des repas souvent déséquilibrés : « Dans la culture maghrébine, les recettes se transmettent de mère en fille. Donc les jeunes femmes qui arrivent ici sans famille cuisinent moins que leurs aînées. »



Clément Gauvin / Cuej

Elles privilégient alors les plats industriels riches en sucres ajoutés qui favorisent l'apparition de caries. « Il y a des enfants ici qui ne boivent jamais d'eau, ils ont tout le temps du sirop ou des sodas », ajoute-t-elle. Le sucre crée aussi une sorte de lien affectif entre les parents et les enfants : « Le bonbon est un petit plaisir qui ne coûte pas cher, contrairement à un jouet. » À la sortie du supermarché, Mariam, habitante du quartier et mère de trois enfants, le reconnaît. « On a d'autres problèmes avec les choses de la vie, donc on se fait plaisir en mangeant des gâteaux », glisse-t-elle en haussant les épaules, un sac de courses dans chaque main.

« Il faut du temps pour changer les habitudes »

Le taux élevé d'enfants cariés s'explique aussi par une mauvaise hygiène bucco-dentaire. « Ici, beaucoup d'enfants ne se brossent pas les dents », regrette Dominique Pflieger qui encourage les parents à modifier leurs habitudes. Le Dentibus, c'est aussi de la prévention. « Les familles issues des pays de l'Est sont souvent policariées, explique la dentiste. Selon elles, ce n'est pas la peine de soigner une dent de lait puisqu'elle va tomber. »

■ **La décoration du cabinet, inspirée d'un dessin animé, permet de mettre à l'aise les jeunes patients**

1902

Strasbourg inaugure la première clinique dentaire scolaire au monde

300 000

euros. Le prix d'achat du nouveau Dentibus

Enfin, le facteur économique joue un rôle important. Alors que le taux de pauvreté est de 23,5 % à Strasbourg, il s'élève à 45,9 % à Hautepierre⁽²⁾.

S'il n'y avait pas ce cabinet ambulancier qui offre des prestations gratuites, de nombreuses familles renonceraient aux soins dentaires, selon le docteur Pflieger : « Ils pensent que la bonne santé ce n'est pas pour eux. Ils ne se donnent pas les moyens d'avoir de belles dents. On est aussi là pour parler avec eux. »

La dentiste se réjouit du nouveau bus : « Je peux prendre mon temps pour soigner les enfants, et c'est ce qui plaît aux parents, ça les rassure. » La coopération des enseignants est aussi un levier important. « Ils ont plus de force de persuasion que nous », déclare Dominique Pflieger. Et elle garde espoir : « Parfois, il leur faut du temps pour changer les habitudes. J'ai une maman qui a compris au bout du troisième enfant : le premier avait plusieurs caries et abcès, le dernier, lui, avait toutes les dents saines. Elle est venue à mon cabinet et elle m'a dit : Vous avez vu, j'y suis arrivée. »

**Emma Conquet
Laurie Correia**

(1) : Source : Cartographie de la carie dentaire par quartier (2016-2017), Strasbourg Eurométropole.
(2) : Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2014.

Un café et plus si affinités

En proposant un service en plus de l'expresso traditionnel, les enseignes à double activité renouvellent le concept de l'espace café.



Orane Delépine / Cuej

Café-vélo, café-librairie, café-chat, café-vidéothèque... Depuis 2016, les enseignes qui affichent une double activité se multiplient. Objectif : « *Attirer l'œil et surprendre* », selon Vincent Schlosser et Ivan-Jaroslav Ivry. Propriétaires du Maquis, ils proposent à leurs clients tous les services d'un magasin de vélos, en plus d'un large choix de cafés de très bonne qualité.

Réinventer l'espace du café

Ces commerces alternatifs visent à se démarquer des cafés classiques pour conquérir un nouveau marché. « *Les personnes veulent du changement, du nouveau et aussi gagner du temps. Concentrer plusieurs activités en une, si c'est bien fait, alors tout le monde est ravi* », explique Victor Tournier, le gérant de United Legend, rue de la Nuée-Bleue. Son magasin mêle la vente de vêtements et d'articles de mode, en plus d'un espace café au design healthy. Tandis que l'entreprise France Boissons réclame l'inscription du café traditionnel au patrimoine mondial de l'Unesco, ces établissements imaginent le café

■ **Au Maquis, l'activité café représente un tiers du chiffre d'affaires**

8

Français sur 10 déclarent consommer du café (IFOP, 2018)

4%

C'est la baisse de la densité de cafés dans le Grand Est entre 2009 et 2015 (baromètre France Boissons/ Crédoc, 2017)

comme une seconde activité chargée de séduire le client. À La Tache Noire, un café-librairie spécialisé en polars dans la Krutenau, l'activité café représente entre 8 et 10 % du chiffre d'affaires. Au Chatperlipopette, où l'on peut boire son petit noir en compagnie d'une dizaine de chats à caresser, les bénévoles peinent à couvrir les coûts engendrés par les matous. Un droit d'entrée de 3 euros est donc demandé au client qui ne souhaite pas consommer.

Soigner le lien social entre passionnés

Vincent Schlosser, le propriétaire du café-vélo, encaisse une cliente au comptoir avant de retourner s'affairer dans l'arrière-boutique, là où se trouve son atelier. Tout est réuni pour chouchouter sa petite reine. On vient la faire réparer et investir dans des accessoires ou des équipements. Ceux qui ne sont pas encore convertis à la bicyclette peuvent en louer une et même devenir propriétaires. Kévin, 23 ans, est un habitué et fréquente Le Maquis deux à trois fois par semaine. « *Je l'ai découvert il y a*

deux ans, raconte-il. Passionné de vélo et de vélo ancien, j'y ai trouvé un endroit parfait pour échanger entre passionnés autour d'un café. »

Pour Nathalie Berlot, créatrice du café Chatperlipopette et bénévole à la SPA depuis 24 ans, ce lien social est essentiel : « *On est dans une société individualiste. Ici ce que j'aime, c'est que les gens se parlent même s'ils ne se connaissent pas.* » Une de ses clientes, Virginie, la cinquantaine, apprécie particulièrement l'endroit. Parmi tous les locataires moustachus, c'est Duchesse qu'elle préfère. La chatte ressemble comme deux gouttes d'eau à celle des *Aristochats*. Seulement, elle n'est pas née dans une famille bourgeoise, mais recueillie dans les rues de Tunisie. Là-bas, avec une amie, Nathalie Berlot a créé une association pour sauver les nombreux chats errants. Elle organise aussi des journées d'adoption dans sa boutique.

Créer une ambiance

Au café-librairie La Tache Noire, ouvert depuis septembre par Éric Schultz, également adjoint au maire de Strasbourg en charge de la population, de l'état-civil et de la mission des temps, on prend aussi... le temps de discuter, de se détecter et de travailler autour d'un café. Adieu au serveur pressé qui vous fait comprendre que l'heure a sonné. En plus de créer une « *ambiance* » au sein de la librairie, Éric Schultz inscrit son café dans une démarche écolo en privilégiant les circuits courts. On y boit du café Sati, un torréfacteur basé à Neudorf, ou encore le jus de fruit responsable strasbourgeois Moi, moche et méchant. La librairie reste ouverte entre 12h et 14h comme un café classique et son propriétaire aimerait y ajouter des nouveautés. Il compte ouvrir une terrasse pour les beaux jours. Et pourquoi pas, plus tard, proposer un verre de whisky à la santé du polar.

Orane Delépine

Gilets jaunes, bonnets verts, dialogue en demi-teinte

Malgré des centres d'intérêts différents, des militants environnementalistes et des Gilets rêvent à une possible convergence des luttes.

A l'intérieur du Restaurant de Paris, les tables aux nappes rouges s'appuient contre les murs et les chaises en bois se regardent. Une soixantaine de personnes s'entassent dans l'établissement de la rue du Faubourg-de-Pierre. Depuis 18h, les Gilets jaunes débattent. Coordination régionale, marches du week-end précédent, actions à venir... L'ordre du jour est chargé. Malgré quatre heures de discussions intenses, le temps manque pour aborder le dernier point : le SMS d'un collectif environnementaliste, qui leur propose de se rencontrer. Un dénouement qui témoigne de la difficulté de créer une convergence entre les Gilets et les mouvements écologistes.

Une sensibilité verte chez les Gilets

Les Gilets sont nés de l'annonce du gouvernement d'un alourdissement de la fiscalité sur les carburants. « La hausse des taxes, c'était seulement la goutte d'eau ! », corrige Cyril Ernst. Co-fondateur de l'association Assiettes végétales, le jeune homme revêt la veste fluorescente depuis début décembre. « Au sein du mouvement, l'urgence climatique ne semble pas primordiale », observe-t-il.

« Nos revendications se sont polarisées sur le pouvoir d'achat et la démocratie », acquiesce Isabelle Wendling. Engagée chez les Gilets jaunes depuis le 24 octobre, cette enseignante est l'un des membres les plus actifs de Strasbourg. « Mais tout ça, c'est lié, estime-t-elle. Si on veut construire une société écolo, il faut s'interroger sur la démocratie dans les entreprises. Qui produit et comment. »

La manifestation du samedi 9 février, semble l'occasion d'un rapprochement. Les Gilets jaunes bloquent les entrées des multinationales implantées sur la place Kléber pour nuire à leur chiffre d'affaires. « On est quelques-uns à avoir



Jerôme Flury / CUEJ

■ Lors de la manifestation du samedi 9 février, place de la République, un seul Gilet jaune portait un bonnet vert

500

Gilets jaunes ont défilé avec 3 000 défenseurs de la planète lors de la Marche pour le climat le 8 décembre

« Notre adversaire, c'est le même. Ce sont les grosses entreprises comme Vinci. » Mickaël Kugler de GCO Non merci

dénoncé l'utilisation de verres en plastoc par Starbucks, relate Cyril Ernst. Et en face du Printemps, on a condamné l'importation de produits fabriqués à l'autre bout du monde. » Déjà, le 8 décembre, des Gilets jaunes défilaient lors de la Marche pour le climat.

« Une histoire de personnes et non d'associations »

Au sein des militants environnementalistes, le mouvement des Gilets jaunes interroge. « C'est un moment de reconfiguration », concède Clément Charbonnier d'Alternatiba, un collectif qui lutte pour le climat et la justice sociale. La plupart d'entre eux s'accordent sur un point : les marches de l'Eurométropole sont peu violentes. Un calme relatif qui satisfait l'attachement vert aux actions pacifistes. En revanche, à leurs yeux, la position des chasubles sur l'environnement doit se clarifier. « Notre système produit des inégalités », opine Clément Charbonnier. Mais on ne peut pas soutenir des anti-écologues. On ne va pas financer le diesel ! » L'équipe de Il est encore temps, un groupe qui se bat contre le dérèglement climatique, a décidé de rejoindre l'une des figures des Gilets jaunes.

Silence au bout du fil. « On a un objectif en commun, celui de changer le système pour un autre, plus durable et plus juste », explique Émilie Wintenberger, une infirmière investie dans le collectif. C'est seulement en se réunissant qu'on arrivera à faire entendre notre voix. »

« Pour le moment, la convergence est une histoire de personnes et non d'associations », pense Mickaël Kugler, un membre de GCO Non merci. « L'idéal ce serait d'agir ensemble, chacun avec son identité, rêve-t-il. Ce serait un rassemblement où l'on dirait : "Venez ! Avec votre gilet jaune ou votre bonnet vert" ».

Dans les rangs du parti Europe Écologie - Les Verts (EELV), on reste sceptique. « Il faudrait que ceux qui marchent pour l'environnement arrivent à exprimer concrètement ce que ça veut dire », analyse Alain Jund, adjoint au maire de Strasbourg en charge de la transition énergétique. Parallèlement, les Gilets jaunes devraient se demander ce qui est le plus important, parmi la diversité de leurs revendications. »

Reste à voir quelles couleurs descendront dans les rues le 16 mars, lors du prochain rendez-vous pour le climat.

Clara Guichon

Nouveaux formats pour la justice

Adoptée le 18 février, la réforme judiciaire continue d'inquiéter magistrats et avocats à cause de l'ampleur des changements prévus.

Réorganisation des tribunaux, numérisation des procédures, réécriture de l'échelle des peines... La réforme de la justice cristallise les inquiétudes des professionnels, qui s'interrogent sur ses enjeux locaux. « *On a le nez dans le guidon* », explique Anne-Laure Delacour, vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal de grande instance de Strasbourg. Contestée, la réforme touche à tous les domaines de la justice.

Refonte de la carte judiciaire

Un seul tribunal, plusieurs lieux de jugement. Désormais, la distinction entre tribunal de grande instance (TGI) et tribunal d'instance (TI) n'existera plus. Traditionnellement, le TI, comme il en existe à Schiltigheim, Illkirch-Graffenstaden et Strasbourg, est une juridiction de proximité.

Il traite les litiges de la vie quotidienne comme des demandes de dommages et intérêts, des dettes impayées ou des livraisons non conformes. Présent dans les grandes villes de chaque région, le TGI (ici, celui de Strasbourg) juge des litiges civils, notamment commerciaux et pénaux lors des comparutions immédiates.

Avocat de profession, le sénateur du Bas-Rhin Jacques Bigot est intervenu à plusieurs reprises dans les débats parlementaires : « *L'idée est de rassembler les TGI et les TI en une entité unique* », explique-t-il. La simplification passait donc par une fusion de leurs compétences. « *Certains avocats craignent qu'à terme, les petits lieux de justice disparaissent et que l'on éloigne les justiciables de leurs juges* », regrette M^e Anaïs Fuchs, présidente de l'Union des jeunes avocats (UJA) Strasbourg-Saverne et inscrite au barreau de Strasbourg. Avec cette loi, le TGI peut désormais délocaliser le traitement de certains litiges. Les anciens TI, n'étant plus des juridictions autonomes, s'organiseront en pôles spécialisés du TGI. Par exemple, à partir du moment où les trois tribunaux feront partie de la même entité, le juge de la protection des citoyens (avant au TI de Illkirch-Graffenstaden) pourrait être un juge du TGI de Strasbourg tout en conservant son bureau ou son greffier à Illkirch-Graffenstaden. « *Un juge des enfants, s'il s'occupe des familles du secteur nord de l'Alsace, pourquoi ne serait-il pas en poste à Haguenau ? De même pour le juge des affaires familiales, pourquoi le juge ne pourrait-il pas aller dans le secteur où des époux divorcent ?*



Marine Godellier / Cuje

■ **Au TGI de Strasbourg, des avocats ont exprimé leur opposition au projet, notamment lors d'une mobilisation le 15 janvier sur le parvis du bâtiment**

« *On peut retrouver la proximité dans cette organisation, tout dépendra des lieux* », imagine Jacques Bigot. La réforme doit, selon lui, être accompagnée d'une politique pour rassurer les territoires. « *Il appartiendra aux élus locaux de prendre part aux conseils de juridiction [qui permettent à la justice de s'expliquer sur son fonctionnement interne, NDLR] pour travailler sur ces projets d'organisation.* »

Une justice pénale remodelée

En matière pénale, le gouvernement souhaite une « *réorganisation complète du système* », selon la magistrate Anne-Laure Delacour. Le principal changement réside dans l'instauration d'une nouvelle échelle des peines.

Pour les condamnations de moins d'un mois, Anaïs Fuchs rappelle qu'aujourd'hui, elles s'effectuent de moins en moins derrière les barreaux. Mais la réforme va plus loin : la détention ne sera plus possible.

Quant aux peines de moins de six mois, elles se feront par principe hors de prison, qui deviendra l'exception. Anne-Laure Delacour se montre favorable à cette systématisation de l'aménagement des courtes peines : « *Le passage éphémère en prison a peu de sens, il entraîne une mauvaise réinsertion, un plus fort risque de récidive...* ». Cependant, craint M^e Fuchs, « *le juge risquera de mettre huit mois et plus six, pour que le prévenu aille en prison* ».

Au contraire, une peine de prison de plus d'un an devra être réellement exécutée. Aujourd'hui, un non-récidiviste condamné à moins de deux ans de prison peut voir sa

7,6

mois, c'est la durée moyenne de traitement des affaires par les TGI, hors protection des mineurs

peine convertie en semi-liberté ou au port de bracelet électronique, par exemple. Avec la réforme, ce ne sera possible que pour les peines inférieures à un an. Pourtant, cet aménagement est parfois le mieux adapté au profil du condamné, estime Anaïs Fuchs, « *n'en déplaie aux velléités punitives d'une partie de l'opinion* ». Ce discours « *démagogique* », va, selon l'avocate, contre le principe fondamental de personnalisation de la peine. Elle considère contradictoire d'encourager d'un côté les alternatives à la prison pour les peines courtes, et de durcir les possibilités d'aménagement à partir d'un certain seuil de l'autre côté.

La fin de la conversion des peines

Autre mesure, moins clivante : l'aménagement prononcé dès le jugement. Aujourd'hui, c'est le juge d'application des peines qui peut transformer ultérieurement l'incarcération décidée par le tribunal en détention à domicile, par exemple. Désormais, cela devra être décidé *ab initio*, c'est-à-dire directement lors du prononcé de la peine, et non plus *a posteriori*. « *Dans la loi, c'était déjà possible mais très peu appliqué* », précise Anne-Laure Delacour. Le sénateur Jacques Bigot se montre réservé. Pour lui, la détention à domicile ne peut pas être une peine, mais une modalité d'exécution de celle-ci. Pourtant à Strasbourg, les tribunaux prononcent déjà quelques aménagements *ab initio*, se félicite la vice-présidente du TGI. « *C'est le résultat d'une longue campagne de communication de notre part envers les présidents des tribunaux correctionnels, jusque-là très réticents* », souligne-t-elle. Mais les deux seules juges d'application des peines sont surchargées. « *Pour l'instant, je ne sais pas si la réforme va améliorer tout ça, ou pas* », conclut la magistrate.

Place à la numérisation

Terminées les heures d'attente au commissariat ou à la gendarmerie pour déposer plainte. Avec la réforme, il sera désormais possible de le faire en ligne, sans se déplacer. « *Pourtant, on ne s'explique jamais mieux que devant un être humain* », déplore Anaïs Fuchs, même si elle considère que certaines victimes, derrière leur écran, oseront davantage. Place au numérique, donc. Avec la réforme, le gouvernement compte sur l'Internet pour développer les alternatives au passage devant le juge. Pour un conflit de voisinage ou un litige à faible valeur, il sera obligatoire de tenter le règlement à l'amiable, avant de se lancer dans un procès. Comment ? Les citoyens peuvent, entre autres, recourir à des conciliateurs, médiateurs, arbitres, sur des plateformes en ligne privées, déjà à l'œuvre et nommées "legal techs". Concrètement, le courriel, le téléphone ou la visioconférence dispensent les parties de se rencontrer physiquement.

« *Comment sont contrôlés les coûts de ces plateformes, leur modèle, leur déontologie ?* », s'interroge Jacques Bigot. En principe, ces organismes feront l'objet d'une certification. Le sénateur n'est pas hostile à ces alternatives qui lui rappellent Euro-Info-Consommateur. Basée à Kehl, l'association franco-allemande propose une interface pour le règlement en ligne des petits litiges de la consommation transfrontalière.

Clément Gauvin
Marine Godelier
Thémis Laporte

24 %

d'augmentation du budget de la justice prévue en cinq ans. C'est 1,6 milliard d'euros de plus qu'en 2017, où il s'élevait à 6,7 milliards

68 %

des peines de prison prononcées en 2017 en France étaient inférieures ou égales à six mois

92 %

des peines de prison prononcées en France par les tribunaux correctionnels, entre 2014 et 2017, pouvaient faire l'objet d'un aménagement avant exécution

« La prison est devenue ma maison »

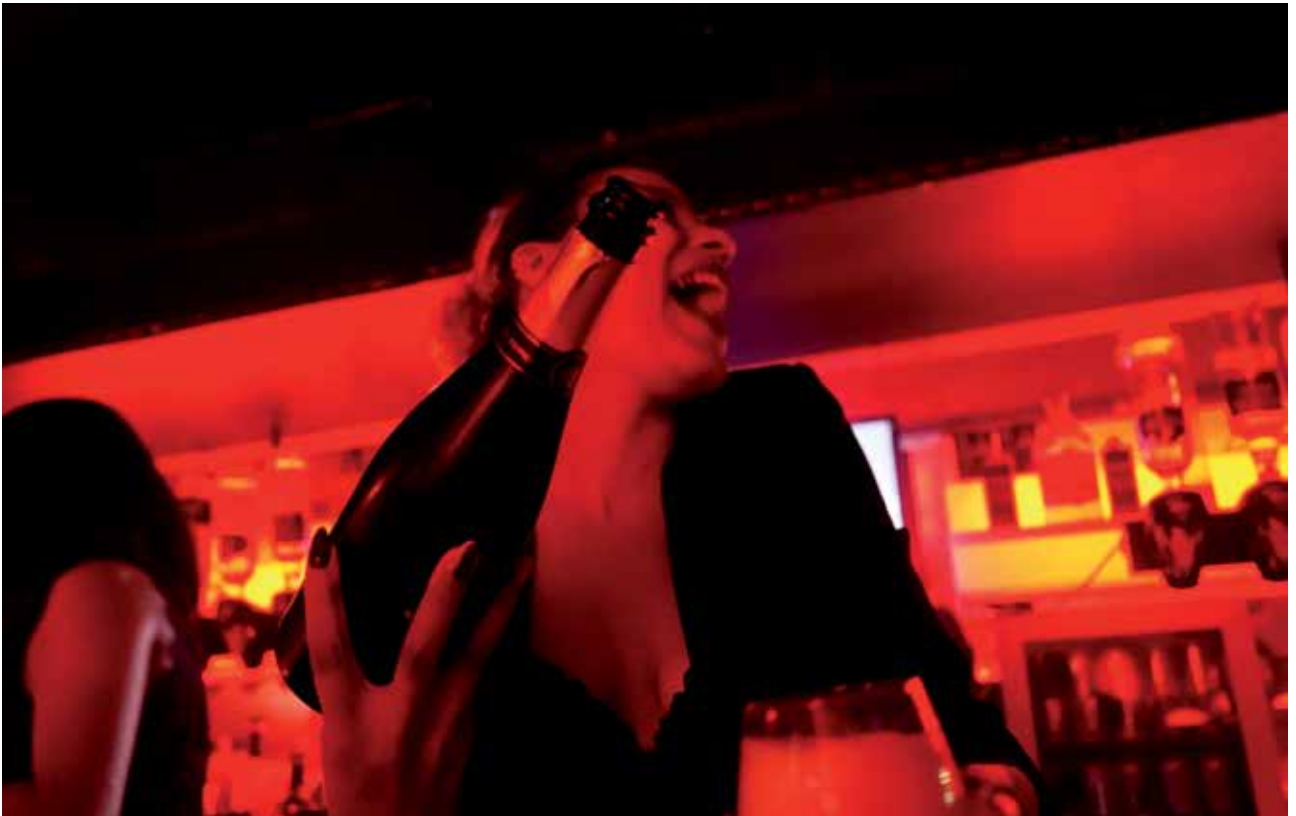
En février, deux récidivistes ont été jugés par le tribunal correctionnel. Pris dans un cercle vicieux, la détention leur est familière.

Vous avez passé presque 16 ans de votre vie en prison, et on dirait que vous faites tout pour y retourner », observe, curieux, le président Philippe Schneider, lors d'une audience de comparution immédiate au tribunal correctionnel de Strasbourg. « *Oui. Je ne me sens pas très bien dehors. Et puis j'en avais marre ! Ça n'allait pas bien dans ma tête* », répond Mike B., jugé pour vol avec dégradation. Ancien toxicomane, ce quadragénaire suit un traitement à la méthadone pour stopper sa consommation de stupéfiants. Du hashish dont il a été dépendant depuis son jeune âge et qui a été à l'origine de sa première détention en 1993, suivie d'une trentaine d'autres condamnations.

En 2017, il croyait pouvoir changer de mode de vie mais replonge en février 2019 pour un vol avec dégradation dans un hôtel. Son délit a été filmé par la caméra de surveillance de l'établissement : « *Je n'ai pas volé l'ordinateur. Je l'ai juste trouvé dans la salle de réception. Et puis je savais que j'allais retourner en prison* », détaille-t-il. « *Mon client a presque peur du milieu ouvert* », explique Me Amina Daly, son avocate. « *Il n'y avait pas internet lorsque j'ai été arrêté pour la première fois, se souvient Mike B. Je n'avais rien compris quand je suis sorti. Je n'ai jamais tué, jamais braqué et je n'ai pas fait des trucs fous. Mais la prison est devenue ma maison.* » Il a été condamné à un an d'emprisonnement avec maintien en détention. « *En espérant que vous allez sortir de ce cercle vicieux* », conclut le président.

Avec 16 mentions sur son casier judiciaire pour des affaires presque toutes similaires, Anthony R. est aussi un récidiviste qui a passé beaucoup d'années en cellule. En février, il a participé pour la première fois de sa vie à une manifestation, celle des Gilets jaunes. « *Vous avez le droit de manifester, mais manifester ce n'est absolument pas ça* », relève le président Jérôme Lizet lors de la comparution immédiate. En effet, le prévenu était ivre lorsqu'il a décidé de suivre les Gilets jaunes. Particulièrement virulent, il se fait gazer par la police. En réaction, ce dernier les menace de mort et leur résiste avec violence. Des actes qui sont déjà à l'origine de ses antécédents pénaux. « *Votre rapport avec les forces de l'ordre s'avère très compliqué* », s'exclame le président. « *Ce qui me déçoit dans mon comportement, c'est de casser tout ce que j'ai réussi à construire après ma dernière sortie de prison. Je suis désolé, je ne voulais pas retourner ici. Je ne voulais pas vous embêter encore une fois* », répond Anthony R. « *Après toutes les années que j'ai passées en prison, je ne veux plus revenir ici. J'ai besoin d'une aide et non pas d'être enfermé* », ajoute-t-il. Il a été condamné à trois mois d'emprisonnement aménageables.

Aïcha Debouza



Yamina, la précarité à temps plein

Comme un million de Françaises (1), Yamina, 37 ans, mène un double combat : celui d'être une femme et une travailleuse précaire. Elle a quitté son poste d'assistante sociale et Paris il y a quatre ans pour fuir les coups de son compagnon. Aujourd'hui mère célibataire au RSA, cette Strasbourgeoise se débrouille comme elle peut au quotidien : « *Je laisse ma fille chez mes parents quand je fais des extras en boîte de nuit.* » Yamina veut s'en sortir. Droit des femmes,

pétitions citoyennes, elle est très active dans la vie associative : « *J'ai pas attendu les Gilets jaunes pour me mobiliser!* » "Yam" veut terminer son master en ingénierie sociale. En septembre, elle soutiendra son mémoire de fin d'études sur la démocratie participative, une idée qu'elle défend « *pour faire changer les choses* ».

**Emma Conquet
Laurie Correia**

(1) : Source : Observatoire des inégalités, septembre 2018.





Sous le regard d'Ankara



Julie Gasco / CUEJ

Forte d'environ 35 000 personnes, la communauté turque gagne en visibilité et fait l'objet d'intenses luttes de pouvoir.

Je suis heureux qu'il y ait cette nouvelle mosquée ! Cela montre que, nous aussi, nous avons une petite place à Strasbourg, en tant qu'étrangers. » Emrullah Usta est né à Strasbourg il y a 25 ans mais ses attaches familiales turques restent fortes. Il est un fidèle de l'actuelle mosquée Eyyub Sultan, dont la salle de prière est installée dans un entrepôt dans la zone industrielle de la Plaine des Bouchers, à la Meinau, depuis 1996. Ils sont plus de 2 000 musulmans à s'y rassembler pour la prière du vendredi.

La plus grande mosquée de France

Sur le même emplacement, un nouveau lieu de culte d'une capacité de 3 500 personnes est en construction. « Ça va être quand même la plus grande mosquée de France ! Ce sera plus beau qu'un hangar », se réjouit le chauffeur de poids lourds. « Ce sera comme en Turquie, s'enthousiasme une serveuse du salon de thé Flora de Koenigshoffen. Il ne manque plus que l'appel à la prière. »

■ À la Meinau, la nouvelle mosquée Eyyub Sultan est en construction depuis octobre 2017

69 %

C'est le score du président Recep Tayyip Erdogan, à Strasbourg, lors de l'élection de juin 2018

36 mètres, c'est la hauteur des deux minarets qui s'élèveront dans le ciel du quartier de la Meinau d'ici à 2021. L'architecte turc Muharrem Hilmi Senalp a dessiné la mosquée en reprenant les plans de celles de Tokyo et de Washington. Sur les 5 500 m² de terrain, seul un quart sera consacré à la salle de prière. Le lieu accueillera également un institut de l'Islam, une école primaire, un collège, une bibliothèque et un restaurant. Le budget total avoisinerait les 32 millions d'euros. L'heure reste à la recherche de financements. Le 17 février, une vente aux enchères d'objets personnels du sultan ottoman Abdülhamid II (1876 - 1909) était organisée. Elle était retransmise en direct sur une chaîne de télévision turque. Son organisation était prise en charge par Millî Görüş, un mouvement musulman issu de l'AKP, le parti politique au pouvoir à Ankara, et composé principalement de Turcs. Depuis 2013, en Alsace, il forme une alliance à la tête du Conseil régional du culte musulman (CRCM) avec la Ditib Strasbourg. Cette dernière, à l'origine de la mosquée de HautePierre, est le

relais du ministère turc des Affaires religieuses, le Diyanet.

Le message politique du consulat

À 500 mètres du Conseil de l'Europe cette fois, un terrain de 8 900 m² accueille un ensemble de prestige, recouvert de grès des Vosges : le nouveau consulat turc. « C'est un pays qui souhaite une représentation plus visible. S'installer dans un grand bâtiment et en face du Parlement européen, c'est sans doute un message politique », analyse Nicolas Matt, conseiller municipal délégué aux Cultes. Avec la nouvelle mosquée, le consulat symbolise une visibilité renforcée de la diaspora turque dans la capitale alsacienne. Ils sont la partie émergée de mouvements politiques qui réorganisent en profondeur une communauté turque estimée à 35 000 personnes. Depuis 2014, une nouvelle dynamique politique s'est enclenchée avec l'adoption d'une loi électorale accordant le droit de vote aux membres de la diaspora pour les élections présidentielles et législatives turques. Constituée de 82 000 inscrits en juin 2018, la liste

électorale du Grand Est est ainsi devenue l'enjeu d'une lutte de pouvoir entre partis politiques turcs.

Le parti AKP n'est pas officiellement présent à Strasbourg. Mais il mène un travail d'influence de façon indirecte, notamment via le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep), créé à Belfort en 1985 et installé depuis 1997 à Strasbourg. Enregistré comme ONG et doté d'un statut participatif au Conseil de l'Europe, le Cojep développe des positions proches de l'AKP. À l'image de Kadir Guzle, président de la branche française, qui dénonce « les terroristes comme les membres du PKK, les gülenistes et les Kurdes qui sont protégés et financés par l'Union européenne ». Il admet que des ministères turcs, dont celui de la Culture, financent certains projets de l'organisation. Aux élections législatives françaises de 2017, Kadir Guzle était candidat dans la 5^e circonscription du Haut-Rhin pour le Parti Égalité Justice (0,68 % des voix). Né à Strasbourg en 2015, ce mouvement a été fondé par des cadres du Cojep pour capter l'électorat turc. Les deux organisations partagent le même siège social, à Koenigshoffen.

Cette proximité avec l'AKP n'empêche pas Ali Gedikoglu, le président du Cojep International, d'affirmer que son ONG est « totalement indépendante ». Entre deux réunions au siège de l'ONU, à New York, il renchérit : « On ne dépend ni de la hiérarchie turque, ni de la hiérarchie française. » Cette figure conservatrice strasbourgeoise catalyse des tensions au sein

des communautés turques, jusqu'en justice. Le 5 mars prochain, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris devra rendre son jugement à propos d'une vidéo dans laquelle il qualifie cinq Strasbourgeois de « parasites ». Ses cibles : le journaliste Emre Demir, le politologue Ahmet Insel, l'académicien Samim Akgönül, Muharrem Koc, président de l'association interculturelle strasbourgeoise ASTU et Faruk Günaltay, le directeur du cinéma L'Odyssée.

Une communauté plurielle

Présenté par Kadir Guzle comme un « représentant du CHP », la gauche turque, Faruk Günaltay réfute toute appartenance partisane. Il subit aujourd'hui les foudres des partisans de Recep Erdogan. Une consigne du Cojep, confirmée par Kadir Guzle, a été donnée de boycotter L'Odyssée. « Une surveillance policière est prête à intervenir en cas d'incident », confie le directeur du cinéma. À l'instar de Muharrem Koc, de l'ASTU, il dénonce un « langage de victimisation » de la part du Cojep : « Cela donne un certificat de virginité à une brutalité primaire inadmissible. »

Les clivages politiques de la communauté turque s'observent dans les résultats de l'élection présidentielle turque de juin 2018. 69 % des suffrages exprimés se sont portés sur le président Erdogan, soit 17 points de plus que son score en Turquie. Le candidat du parti républicain laïc (CHP) a réalisé 17,7 % et celui du parti de gauche prokurde (HDP), 10,4 %.

AKP

Parti islamo-conservateur, au pouvoir en Turquie depuis 2002

Après le coup d'État manqué du 15 juillet 2016, attribué par le chef de l'État turc à Fethullah Gülen, la tension était aussi montée d'un cran à Strasbourg entre les sympathisants de l'AKP et ceux de ce prédicateur musulman. Sous la pression de Recep Erdogan, l'école Selman Asan à Lingolsheim, qui portait le nom d'une famille güleniste, a dû être rebaptisée en école Harmonie.

Les Alévis marginalisés

Également situé à la Meinau, dans la zone industrielle de la Plaine des Bouchers, le centre culturel alévi regroupe quelque 600 familles. « Strasbourg est la deuxième plus grande communauté alévie de France », déclare son nouveau président, Marc Aslan. De nombreux membres de ce courant lié à l'Islam, victimes d'une politique d'assimilation et persécutés, ont choisi l'exil. Ils votent majoritairement pour le CHP et se méfient de l'AKP. « On prend de la distance pour ne pas avoir de problème », soupire un membre du centre culturel. Son président regrette le manque de moyens de son centre, en comparaison avec le budget du Cojep. « On veut s'ouvrir, on n'est pas très forts en lobbying comparés aux turcs sunnites », poursuit-il. Il a entrepris de faire valoir la cause des Alévis auprès des institutions européennes.

Certains se revendiquent kurdes parmi les Alévis. Les Kurdes se servent de la scène européenne que représente Strasbourg pour faire entendre leurs revendications. « Nous sommes un peuple politisé », expliquent deux militantes de Zin pour les femmes, une association du Centre démocratique du peuple kurde. « Nous ne dénigrons pas le peuple turc, nous voulons discuter », poursuivent-elles. Or, ces proches du parti pro-kurde HDP constatent une volonté d'intimidation depuis les manifestations antigouvernementales de 2013 et le coup d'État manqué de 2016. « À chaque conférence pour le HDP au Conseil de l'Europe, des gens nous prennent en photos, ouvertement, témoignent-elles. Des collègues ont eu des menaces ou des moqueries sur Twitter. » Le climat de tension actuel en Turquie se ressent aussi dans la capitale alsacienne.

Cojep

Conseil pour la justice, l'égalité et la paix

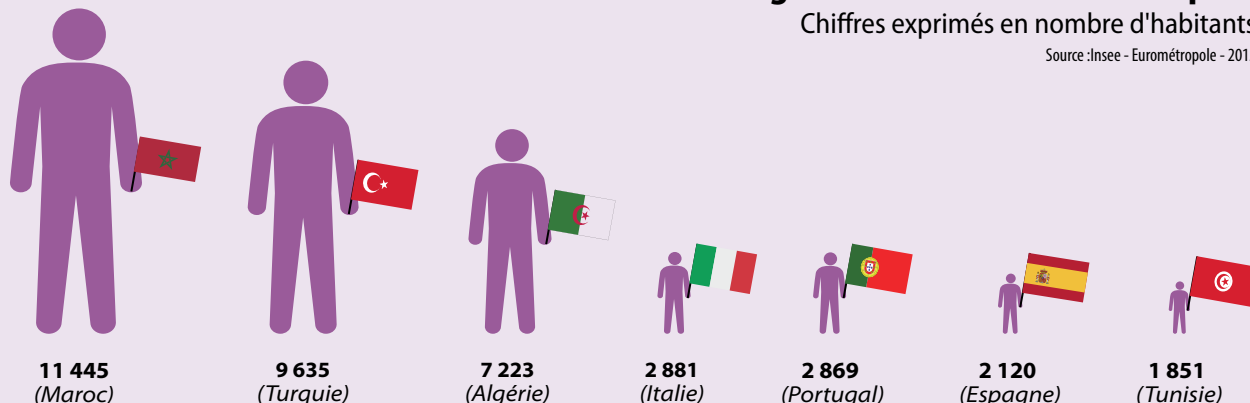


■ Le 16 février dernier, 20 000 Kurdes se sont rassemblés à Strasbourg pour réclamer la libération de leur leader Abdullah Öcalan

La deuxième communauté d'immigrés au sein de l'Eurométropole

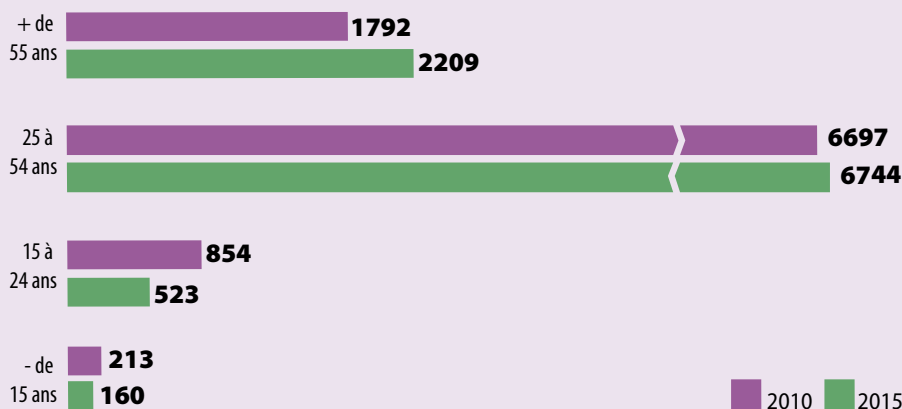
Chiffres exprimés en nombre d'habitants

Source : Insee - Eurométropole - 2015



Une population vieillissante

Nombre d'immigrés turcs dans l'Eurométropole



2%

C'est la part des immigrés turcs dans l'Eurométropole en 2015. Elle est de 0,5 % à Marseille, 0,2 % à Bordeaux, Lyon, Paris, Toulouse et 0,1 % à Lille. À Strasbourg, les immigrés turcs représentent un quart d'une communauté turque de quelque 35 000 personnes. Au sens de l'Insee, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les Turcs nés en France ne sont pas des immigrés. Certains immigrés turcs sont devenus français mais leur qualité d'immigré est permanente.

30%

Le taux de chômage des immigrés turcs de l'Eurométropole en 2015 est nettement supérieur à la moyenne (16 %).

2,6%

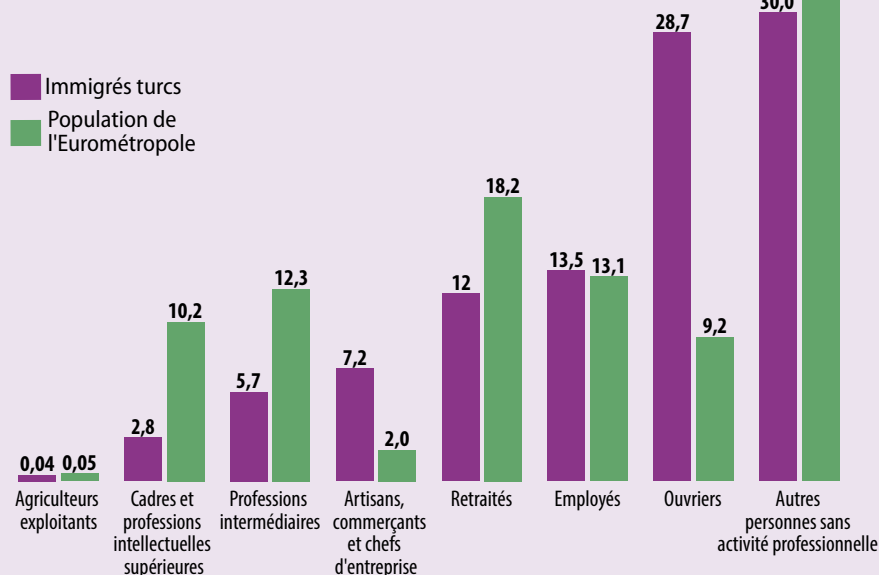
Le pourcentage des immigrés turcs de plus de 15 ans qui sont élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en 2015, contre 12,3 % en moyenne pour l'Eurométropole.

29,5%

Le pourcentage de femmes au foyer parmi les immigrées turques en 2015. En moyenne, il est de 5,9 % dans l'Eurométropole.

Une typologie socio-professionnelle marquée

Chiffres exprimés en %



Scolarisés à la turque

Depuis 2012, trois écoles franco-turques ont ouvert dans l'Eurométropole. Un projet de faculté islamique, piloté par Ankara, est aussi dans les cartons.

Samedi 9 février, portes ouvertes au collège/lycée Yunus Emre : les bâtiments résonnent de bavardages parents-profs et de rires d'ados. L'école est atypique : environ 65 % des inscrits sont d'origine turque, tous sont musulmans. Fondé à Haute-pierre dans le quartier Athéna en 2015, c'est un des trois établissements turcs hors contrat dans l'Eurométropole. L'école Harmonie de Schiltigheim a été créée à l'initiative des réseaux gülenistes de Strasbourg. À la Meinau, c'est Millî Görüş, une confédération musulmane turque, qui gère le groupe scolaire Eyyub Sultan. Yunus Emre, elle, est une école confessionnelle rattachée à la Ditib, l'Union turco-islamique des affaires religieuses du Grand Est. L'organisation, bras européen de l'État turc, possède le statut d'association selon le droit local. Financée notamment par des dons de fidèles et par le mécénat, la Ditib n'a pas besoin des aides de l'État français. Elle subventionne 70 % du budget de son école, les professeurs n'étant pas payés par l'Éducation nationale. Les 30 % restants sont à la charge des parents : entre 1 250 et 3 500 euros par an selon leurs revenus.

Une école sélective

Fatna, mère d'élève enseignante en Greta (organisme de formation pour adultes), fait partie des familles qui paient le prix fort. Elle se félicite d'un « enseignement personnalisé » avec des « valeurs musulmanes ». Car le programme comporte un cours d'éthique religieuse et des options de turc et de religion. Le rectorat de Strasbourg ne contrôle pas l'enseignement. « On a beaucoup d'échanges avec nos professeurs sur la religion, explique İlhan, élève en première. On peut la prendre comme objet d'étude, parler de la place de Dieu dans la poésie par exemple. » L'établissement sélectionne ses élèves sur des critères de motivation et de comportement. La demande est forte :



Claudia Lacave/CUE

50 candidatures sont acceptées en moyenne sur 150 chaque année. Selon le proviseur, Senai Dervis, « la majorité d'entre eux viennent de collèges de ZEP ».

Un projet de faculté islamique

L'autre grand projet de la Ditib, c'est la création d'une faculté privée islamique. Lancée en 2012, une première tentative a échoué, faute de reconnaissance du diplôme par la France. La Ditib a pourtant bien l'intention de relancer la machine. Elle s'est accordée avec l'université de Marmara à Istanbul. Le but : former des imams francophones à Strasbourg. Le 1^{er} octobre 2018, le président Erdogan a signé un décret officiel pour faciliter la réouverture de la faculté grâce à un diplôme qui serait validé par la Turquie. Murat Ercan, président de Yunus Emre et coordinateur de la Ditib, évoque une future collaboration avec l'université et une déclaration auprès du rectorat pour avoir la reconnaissance de la France. Mais pour Nicolas Matt, conseiller municipal délégué aux cultes, « il faut obligatoirement une phase de discussions préalables avec

148 élèves sont inscrits au collège/lycée Yunus Emre. En première, les classes sont en effectif réduit pour former des groupes de travail par spécialité

l'État français. Pour l'instant, ce n'est pas le cas ». Même réaction du côté de l'Université de Strasbourg : « Il y a en ce moment une sorte de statu quo étonnant, constate un membre du département d'études turques. La Turquie agit comme si tout était déjà décidé, mais pour l'université cette collaboration n'est pas possible. »

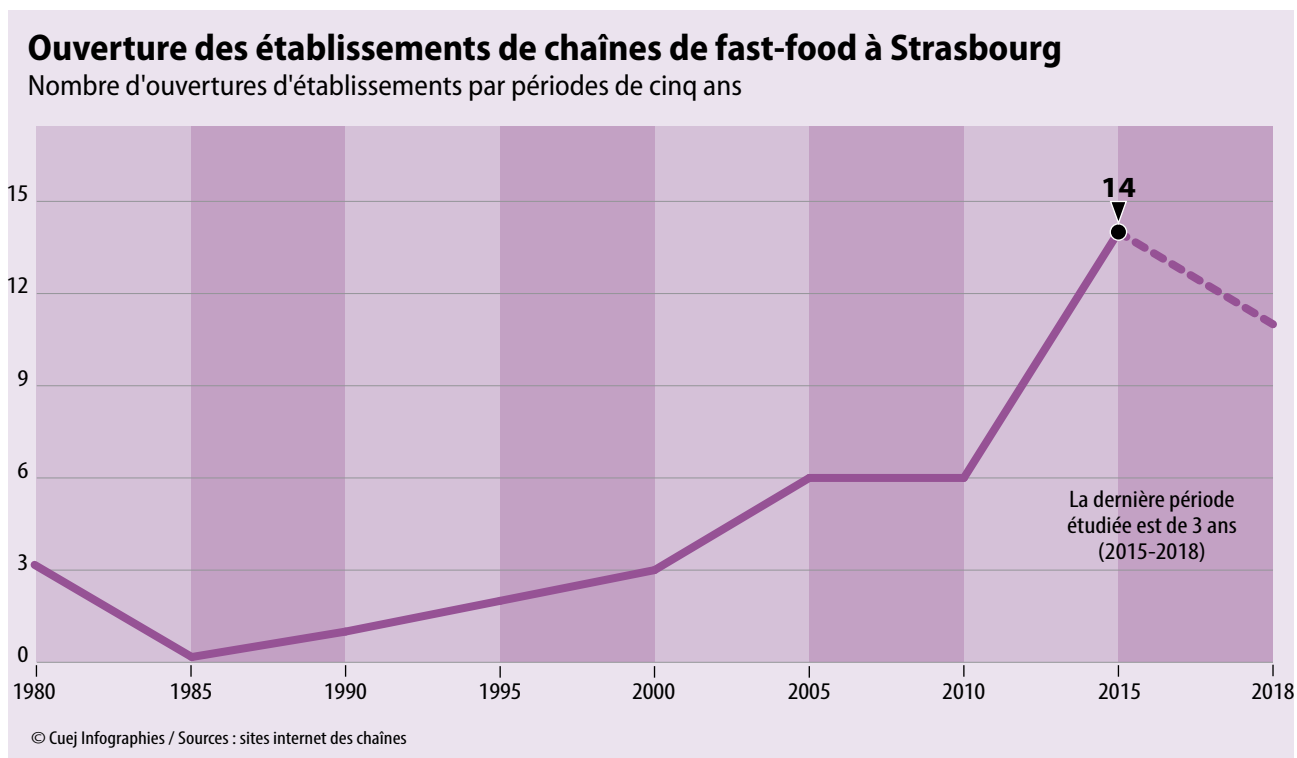
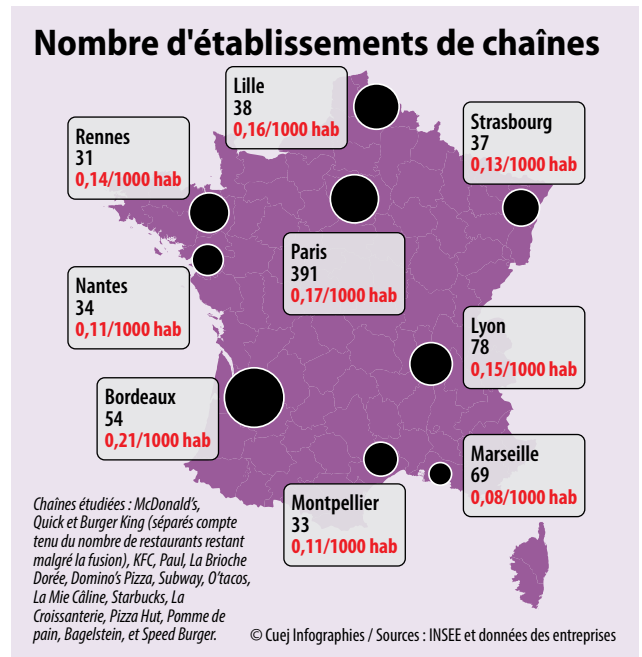
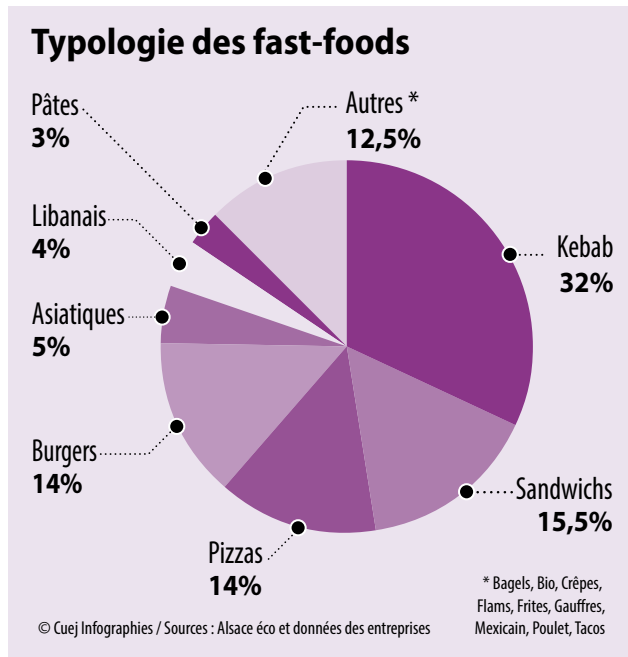
Le projet de la Ditib est en porte-à-faux avec la possible création d'un département de théologie musulmane à l'Université de Strasbourg, notamment pour former des imams. Car le droit alsacien-mosellan permet l'enseignement religieux dans le public. En 2015, le gouvernement a ouvert des crédits pour soutenir la recherche sur l'islam en France. Francis Messner, professeur de l'Université de Strasbourg en charge des échanges interreligieux, a répondu à l'appel à projet. Il prévoit d'ouvrir un master d'islamologie à la rentrée 2019. L'État turc, lui, veut aller vite : samedi 15 février, l'Eurométropole a reçu un représentant de l'université de Marmara lors d'une « visite de courtoisie ».

Dossier réalisé par :
Caroline Celle, Mickaël Duché
Julie Gasco, Maxime Glorieux

89 %

Le taux de réussite au bac pour les élèves du lycée Yunus Emre en 2018. 77 % l'ont eu avec mention

Concentré de fast-foods



Ces infographies ont été réalisées notamment à partir de la liste des entreprises référencées à la Chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole sous la catégorie Restauration de type rapide et enregistrées dans la commune de Strasbourg. L'existence des

établissements a ensuite été vérifiée. Ceux ayant fermé ou changé de catégorie ont été écartés. Sur une liste initiale de 349 restaurants, ce sont finalement 199 établissements qui font objet de l'étude.

Densité de fast-foods par quartier

Orangerie
2 fast-foods
0,32/1000 hab

Grande-île
53 fast-foods
9/1000 hab

Krutenau
21 fast-foods
1,81/1000 hab

Petite-France
4 fast-foods
0,44/1000 hab

Forêt-Noire
1 fast-food
0,11/1000 hab

Vauban
4 fast-foods
0,53/1000 hab

Robertsau
2 fast-foods
0,18/1000 hab

Cronenbourg
5 fast-foods
0,23/1000 hab

Poincaré
10 fast-foods
1,45/1000 hab

Hautepierre
3 fast-foods
0,22/1000 hab

Koenigshoffen
25 fast-foods
1,08/1000 hab

Gare
17 fast-foods
1,29/1000 hab

Esplanade
14 fast-foods
1,07/1000 hab

Port-du-Rhin
0 fast-food
0/1000 hab

Montagne-Verte
3 fast-foods
0,15/1000 hab

Neudorf
18 fast-foods
0,46/1000 hab

Meinau
7 fast-foods
0,43/1000 hab

Neuhof
10 fast-foods
0,47/1000 hab

Le retour en France de Burger King ou l'arrivée dans l'hexagone du géant américain Five Guy's témoignent de la forte dynamique des fast-foods. Et Strasbourg ne fait pas exception à la règle. La ville compte environ 500 restaurants qualifiés de traditionnels, contre 200 établissements de type restauration rapide, qu'il s'agisse de grandes enseignes ou de petits snacks comme les kebabs. Une situation qui n'est pas toujours du goût des habitants. En décembre dernier, l'ouverture du KFC rue du Noyer, près de la place de l'Homme-de-Fer, avait fait polémique. En cause : la fermeture de la brasserie Le Rocher du sapin. Au combat contre la fermeture de ce restaurant autrefois très populaire se sont ajoutées les critiques de la malbouffe. Autre reproche adressé aux fast-foods, la grande quantité de déchets qu'ils produisent. Les établissements qui

émettent plus de 30 kilos de déchets biodégradables par jour sont dans l'obligation, depuis 2016, de les trier. En cas d'infraction ils risquent 75 000 euros d'amende. Au mois de février, le gouvernement a durci le ton. Brune Poirson, secrétaire d'État à l'Écologie, a reçu les patrons de fast-foods pour leur rappeler leurs obligations en matière de tri et de recyclage. À Strasbourg, trois établissements McDonald's (Gare, Halles et Grandes Arcades) ont signé un accord avec la Ville à l'automne dernier afin d'effectuer matin et soir le ramassage de leurs déchets jetés sur la voie publique.

Jérôme Flury Robin Magnier

Bête de Senne

Avec 5 000 matchs en 25 ans, Alain de Senne est un des speakers les plus célèbres du basket français. Depuis 2016, il officie pour la SIG.

Ce 10 février, au Rhénus, la SIG s'apprête à affronter Villeurbanne en coupe de France. Dans les coursives, Alain de Senne, l'ébouriffant speaker, distribue d'innombrables poignées de main et d'embrassades. On lui demande même des selfies. Dans le monde du basket, il est plus connu que certains joueurs. Il écume les parquets de la France entière depuis un quart de siècle, pour mettre de l'ambiance dans les salles.

Depuis septembre 2016, c'est lui qui anime les matchs de la SIG. D'abord occasionnelle, sa présence s'est pérennisée, sous l'impulsion de la direction du club et de Vincent Collet, l'entraîneur. « *Il s'agissait de dynamiser le public* », rapporte Martial Bellon, président de la SIG.

Monsieur 100 000 volts

L'osmose se crée rapidement. « *Il y a eu un coup de foudre entre eux et moi* », sourit Alain de Senne (de son vrai nom Eric Le Gars). Martial Bellon évoque une complicité entre les supporters et le speaker : « *Il a une affection particulière pour le public de la SIG.* » Surnommé la cathédrale, en raison du silence qui y régnait, le Rhénus s'est métamorphosé sous la patte du nouveau speaker. L'ambiance est désormais pensée comme un spectacle. Au micro, Alain de Senne est fort en gueule, il harangue les supporters : « *Pas de spectateurs, que des acteurs au Rhénus ce soir, pour la SIG !* » À la fin de chaque action, il balance ses jingles plein watts. Remix, entre autres, d'AC/DC, Queen, La Marche de Radetzky, Kalinka et le très alsacien Jetzt geht's los. « *C'est du conditionnement, comme un prêcheur américain. Ce qui m'intéresse c'est qu'il se passe quelque chose dans la salle, confirme celui qui se qualifie de « soundman » en raison des musiques qu'il joue durant le match : Mon but c'est de mettre du rythme. Avec les musiques, le ton et le débit de la voix.* »



Léo Limon / Cuej

■ *Le 11 décembre, lors de l'attentat du marché de Noël, Alain de Senne a fait chanter la Marseillaise au public du Rhénus*

« *C'est monsieur 100 000 volts, il peut être le sixième homme d'un match, il sait galvaniser les troupes* », observe Thierry Cabannes, ami et membre du comité directeur du club de Nantes Basket Hermines où travaille aussi le speaker. On sent Alain de Senne habité, engagé, à l'excès parfois, selon certains. En 2016, dans un Rhénus chauffé à blanc, il se fait exclure de la finale de Pro A face à Villeurbanne par l'arbitre. « *Il a considéré que de Senne avait laissé la musique trop longtemps dans le jeu* », se souvient Martial Bellon. « *Il y a les pro-de Senne et ceux qui ne le sont pas. C'est propre à chacun, c'est normal* », tempère Thierry Cabannes, selon qui Alain de Senne « *aurait aimé être rockstar. C'est un artiste dans son domaine.* »

Nomade des parquets

Avant la SIG, il y a eu une enfance nantaise dans les hôtels-restaurants de ses parents et de son oncle. « *Tous les artistes en concert à Nantes y dormaient* », précise Alain de Senne. En culotte courte, il se faufile dans les cuisines, derrière les orchestres et côtoie les célébrités de l'époque : « *J'ai des souvenirs avec Sting, quand j'avais*

10 ans. Je voyais Johnny Hallyday se faire des pommes de terre à l'huile dans le restaurant de mon oncle, avant le concert. Je pense que ça a été un déclic qui m'a mené vers le spectacle plutôt que vers la restauration. »

Sa carrière commence d'abord avec des soirées dansantes, puis il embrasse une carrière de DJ et de régisseur avant d'arriver dans le monde du sport en septembre 1996, par l'intermédiaire de Charles Bietry, alors président du PSG omnisport. Désormais nomade des parquets, il enchaîne les rencontres de Strasbourg, Pau, Dijon, Nantes, des équipes de France de basket-ball et aussi de handball : « *L'an dernier j'ai fait 70 000 km en train, c'est deux fois le tour du monde !* »

Comme un artiste, Alain de Senne est en représentation : « *Je suis très réservé dans la vie, très timide mais quand on me donne un micro, je ne suis plus du tout la même personne.* » Comme un artiste, il a sa tenue de scène : barbe poivre et sel, veste de costume noir, manches relevées, et ses lunettes aux verres semi teintés ; comme pour se protéger de cette lumière qu'il aime tant.

Léo Limon

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin

CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

Nicole Gauthier

ENCADREMENT :

Pascal Bastien,
Guillaume Bardet,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Pater

RÉDACTRICE EN CHEF :

Thémis Laporte

ICONOGRAPHIE :

Clara Guichon

RÉALISATION :

Caroline Celle,
Emma Conquet,
Laurie Correia,
Aïcha Debouza,
Orane Delépine,
Mickaël Duché,
Jérôme Flury,
Julie Gasco,
Clément Gauvin,
Maxime Glorieux,
Marine Godelier,
Clara Guichon,
Claudia Lacave,
Thémis Laporte,
Léo Limon,
Robin Magnier

PHOTO DE UNE :

Julie Gasco

MAQUETTE :

Daniel Muller

IMPRESSION :

Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.